

Hygiène et Assainissement en milieu scolaire : l'ONG Save Our Planet appuie des écoliers à Zinvié

Le mercredi 03 avril 2023, les membres de la coordination Sud de l'ONG Save Our Planet étaient avec les écoliers du complexe scolaire privé Sainte Thérèse de Zinvié, dans la commune d'Abomey Calavi. L'objectif est d'inculquer aux apprenants les bonnes pratiques liées à la problématique de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement en milieu scolaire.



Au cours de cette activité, des notions pratiques ont été enseignées aux apprenants et aux autres acteurs de cette école. Ces derniers ont également bénéficié de matériels d'hygiène et d'assainissement tels que des savons liquides, des savons Palmida et Omo, des balais et des paniers pour faciliter les opérations de salubrité au sein de la dite école.

Les membres de l'ONG Save Our Planet ont ainsi fait d'une pierre deux coups en opérant une campagne de salubrité. À cet effet, les toilettes, les classes, la cour d'école ainsi que les alentours ont été rendus propres. Les participants ont donc exprimé leur gratitude et leur motivation à pérenniser ces bonnes pratiques pour assurer un avenir durable.



À noter que cette activité fait partie du Projet de Renforcement de l'Éducation Relative à l'Environnement en Milieu Scolaire et Estudiantin (PRE REMISE) initié et mis en œuvre par l'ONG Save Our Planet à Parakou au Nord Bénin

et à Zinvié au Sud Bénin pour l'édition 2023.

La précédente activité a permis de sensibiliser un nombre important d'acteurs du milieu scolaire, notamment les élèves, les enseignants, les femmes cantinières ainsi qu'une représentation des parents d'élèves, aux enjeux de la protection de l'environnement, en particulier la résolution des problématiques liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement.

La prochaine activité est un atelier d'apprentissage et de fabrication de sacs en papier visant à remplacer les sachets en plastique non-biodégradable. Cette dernière va clôturer la mise en œuvre du projet pour le compte de cette année 2023.

Constance AGOSSA

Projet Adapt-WAP au Bénin: Kandi abrite un atelier pour la validation du rapport d'une étude demain

Demain, 25 mai 2023 marquera le début de l'atelier de validation du rapport de l'étude portant sur l'aménagement des corridors de transhumance, des points d'eau et des aires de pâturage en périphérie du Parc W. Cet événement d'envergure rassemblera un large éventail de parties prenantes et se tiendra dans la ville de Kandi.



Il s'agira de passer en revue et de valider le rapport de

l\\\'étude, en intégrant les contributions et les expertises des différentes parties prenantes. Les discussions porteront sur les meilleures approches et les recommandations spécifiques à mettre en œuvre pour la réussite de l'aménagement des corridors de transhumance, des points d'eau et des aires de pâturage autour du parc W, autant de mesures potentielles visant à renforcer la résilience des communautés riveraines.

L\\\'atelier sera l\\\'occasion pour les représentants des communes riveraines, des ministères concernés, des ONG, des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, ainsi que des experts du cabinet d\\\'études ECO-CONSULT d\\\'échanger profondément sur l'étude.

Cette rencontre de deux jours bénéficiera de la collaboration étroite des experts de l\\\'Unité Nationale de Gestion du Projet (UGPn), du Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) et de l\\\'African Parks Network. L\\\'atelier sera animé par le bureau d\\\'études ECO-CONSULT, qui a été spécifiquement sélectionné pour mener à bien cette étude d\\\'importance capitale.

Il convient de noter que la réalisation des aménagements identifiés dans le rapport de l\\\'étude contribuera à préserver la biodiversité, à soutenir les activités agricoles et d'élevage, ainsi qu'à renforcer la résilience des communautés riveraines face aux défis climatiques. L\\\'atelier de validation constitue donc une étape cruciale dans le processus de mise en œuvre du Projet Adapt-WAP.

Megan Valère SOSSOU

Évaluation à mi-parcours du Projet Benkadi au Bénin: Un examen approfondi des avancées et des perspectives

Le Président du Conseil d'administration de la Plateforme des Acteurs de la société civile au Bénin (PASCiB), Dr. Aurélien Comlan Atidéglà a lancé ce lundi 12 juin 2023, le démarrage de la mission d'évaluation du projet Benkadi au Bénin. C'était au siège du projet à Godomey en présence des composantes de la plateforme, des Organisations non-gouvernementales de mise en œuvre, de l'évaluateur principal et du personnel.



Dans son allocution de lancement, le Président de la PASCIB a précisé qu'après deux années de mise œuvre du projet, c'est le moment de regarder dans le rétroviseur pour apprécier ce que l'on peut retenir comme succès et surtout les limites, pour en tirer les recommandations nécessaires en vue d'améliorer la poursuite de la mise en œuvre du projet Benkadi. L'évaluation à mi-parcours est donc un moment pour retenir les changements majeurs et se réajuster.

Il a salué et félicité l'équipe d'évaluation, qui sans doute mobilisera tous les moyens nécessaires pour bien regarder ce qui se passe et formuler des recommandations pertinentes pour améliorer les résultats déjà obtenus.

Tout en souhaitant une journée de riches échanges, un moment d'analyse rétrospective pour voir ce qui a été mieux fait à tous les participants, il a tenu à préciser que pour lui, on apprend plus des échecs en s'évaluant. Car, quelques fois, on réussit sans s'en rendre compte, ou l'on réussit par hasard et on pense que c'est le fruit des efforts personnels. Une

évaluation pour lui, n'est pas un contrôle encore moins une sanction. Mais une fonction capitale dans la mise en œuvre des projets. Et cela permet aux acteurs, de prendre conscience peut-être des limites rencontrées.



Les évaluateurs ayant l'expertise et l'expérience de dire dans quel contexte les gens ont plutôt fait telle chose plutôt que telle autre pour que le travail marche, il a invité les participants à tout le processus à saisir l'occasion pour apprendre des expériences d'ailleurs pouvant servir de leçon. Au-delà, le Président Atidéglà a insisté, qu'évaluer, c'est juger sur la base des évidences. Et tout ce qui se dit doit être fondé sur des preuves. Alors, tous les partenaires de la mise en œuvre du projet au Bénin sont invités à fournir les preuves aux évaluateurs sur ce qui a été réalisé afin qu'ils puissent mieux apprécier.

L'évaluateur principal, Monsieur M. Eustache Wankpo, a selon son agenda abordé la session créative pour savoir ce que les participants entendent par le projet Benkadi à travers un symbole au choix, apprécié avec les participants les différents acteurs en relation sur le projet, la notion du leadership du sud qui est la base fondamentale de la conduite du projet et examiné aussi la valeur ajoutée des échanges au niveau régional.

Pendant deux semaines, l'évaluateur sera sur le terrain pour échanger avec les structures gouvernementales et parlementaires associées au projet, les Organisations non-gouvernementales et les Organisations de la société civile, les membres de l'unité de gestion du projet au Bénin afin d'obtenir les informations et preuves nécessaires pour l'évaluation. Car il s'agit concrètement entre autres : d'évaluer les progrès vers les objectifs du programme en mettant l'accent sur les résultats, ce qui permet de mettre en évidence les premiers signes de réussite et/ou d'échec du projet et les résultats inattendus.

De même, il faudra évaluer, valider et si nécessaire, compléter et améliorer la théorie de changement du programme de Benkadi ; retracer le processus que le programme Benkadi a suivi, visant à déterminer comment et pourquoi certains résultats ont été atteints ou non et d'établir la contribution de Benkadi aux changements. Il s'agira aussi de mettre en évidence les apprentissages spécifiques sur ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné ; d'évaluer la collaboration entre les membres du consortium Benkadi, surtout comment prend forme le leadership du Sud, entre les membres du consortium et leurs partenaires nationaux de mise en œuvre, et la collaboration du partenariat Benkadi avec les ambassades et le Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.

Cette évaluation devra aussi apprécier la gestion des connaissances, planifiée et pratiquée, du programme Benkadi. Il sera utilisé un processus participatif de création de sens pour valider les résultats avec les principales parties prenantes et soutenir l'apprentissage commun. Cette revue à mi-parcours pour le programme Benkadi permettra de faire le point et de tirer des leçons pertinentes pour atteindre les résultats poursuivis.

À terme, les leçons apprises, les recommandations stratégiques et exploitables formulées à l'endroit du consortium Benkadi, et des recommandations politiques à l'endroit du Ministère des Affaires étrangères partenaires technique et financier des Pays-Bas aideront à mieux poursuivre le chemin pour atteindre les objectifs fixés pour le programme.

Cellule Communication Benkadi Bénin

Harmattan en février au Bénin: les explications de l'éminent Professeur en Climatologie, Michel BOKO

Il est revenu en force. Après un coup de chaleur bien étouffante, les populations du Bénin ont été surprises par le rebondissement du harmattan qu'elles croyaient partir depuis son bref passage en décembre. Ce vent très sec de l'est ou du nord-est a encore soufflé sur le Sahara et l'Afrique occidentale. Le Bénin n'étant pas épargné, les questionnements vont bon train.



Professeur Michel BOKO

Est-ce un phénomène ordinaire ou extraordinaire ? Est-il lié au changement climatique ou pas ? Comme dans le forum WhatsApp dénommé « Tribune Verte », ils sont nombreux au Bénin à s'inquiéter de ce phénomène, rare de nos jours. Mais cette situation est-elle vraiment extraordinaire ? Non ! dira l'éminent Professeur en Climatologie, Michel BOKO, le harmattan en février, ce n'est pas une anomalie. C'est plutôt la norme explique-t-il tout en précisant que ce vent souffle sur nos régions, quand le front polaire descend vers le Tropique. Or, c'est en février que le front polaire Boréal est au maximum de sa puissance.

Les inquiétudes et interrogations ont évidemment leur place, car il y a bien longtemps que la situation ne soit plus remarquée normalement. Une réalité que confirme le Professeur : « Il se trouve que depuis les années 60, il n'y a plus de »normalité « climatique. Mais de temps en temps, cette normalité se rappelle à notre souvenir. »

Pour ceux qui ont pensé que le rebondissement du harmattan

serait lié à une tempête de poussière enregistrée dans l'après-midi du 15 février au niveau du Tchad, le Professeur invite à ne pas mélanger les choses. Il soutient « Il ne faut pas confondre les transports solides avec la climatologie synoptique. L'un conditionne l'autre, mais ils ne doivent pas être confondus. Le renforcement de l'anticyclone de Ennedi (sur le Tchad) est une condition nécessaire pour le déclenchement du harmattan. »

Mais, prévient-il, ce renforcement se fait par glissement du jet subtropical vers le Tropique sous la poussée du front polaire boréal. Le jet subtropical d'altitude vient coiffer l'anticyclone thermique de Ennedi, ce qui renforce la pression au sol et déclenche les flux du harmattan. Il est à retenir de tout ce qui précède que les charges de poussières ne sont qu'une conséquence du harmattan et non le moteur.

Ces revirements de situations climatiques sont le fruit de l'action destructive de l'Homme sur son environnement. Et ça, le Professeur Michel BOKO ne veut pas qu'on soit surpris quand on continue de raser les forêts pour produire du coton et du soja. « Vous devrez vous attendre à tout » a-t-il ajouté pour finir.

Megan Valère SOSSOU

Le cri de détresse de Antonio Guterres SG ONU à l'ouverture de la COP 15 Biodiversité à

Montréal

« Il n'y a pas de planète B. C'est à nous de réparer le monde que nous avons » Antonio Guterres

A l'ouverture de la 15e Conférence des Parties (COP15) à la Convention sur la diversité biologique à Montréal, au Canada, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé mardi 06 décembre 2022 à arrêter la destruction de la nature et demandé aux participants de la conférence de s'entendre sur un cadre mondial de la biodiversité audacieux pour l'après-2020.



« Nous faisons la guerre à la nature », a dénoncé le chef de l'ONU dans un discours. « La déforestation et la désertification créent des friches d'écosystèmes autrefois florissants. Notre terre, notre eau et notre air sont empoisonnés par les produits chimiques et les pesticides, et étouffés par les plastiques ».

Selon lui, « notre dépendance aux combustibles fossiles a plongé notre climat dans le chaos ». « La production et la consommation non durables font monter en flèche les émissions et dégradent notre terre, notre mer et notre air », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a noté qu'aujourd'hui, « un tiers de toutes les terres sont dégradées, ce qui rend plus difficile de nourrir des populations croissantes ». « Les plantes, les mammifères, les oiseaux, les reptiles, les amphibiens, les poissons et les invertébrés sont tous à risque. Un million d'espèces sont au bord du gouffre », a-t-il ajouté. « La dégradation des océans accélère la destruction des récifs coralliens vitaux et d'autres écosystèmes marins – et affecte directement les communautés qui dépendent des océans pour leur subsistance ».

« Nous traitons la nature comme des toilettes »

Selon M. Guterres, « avec notre appétit sans fond pour une croissance économique incontrôlée et inégale, l'humanité est devenue une arme d'extinction massive ». « Nous traitons la nature comme des toilettes. Et finalement, nous nous suicidons par procuration », a-t-il martelé.

Face à cette situation, il estime que cette conférence est notre chance d'arrêter « cette orgie de destruction » et de « passer de la discorde à l'harmonie ».

Il a dit attendre rien de moins de cette réunion qu'un cadre mondial de la biodiversité audacieux pour l'après-2020, qui « repousse l'apocalypse de la biodiversité en s'attaquant de toute urgence à ses moteurs – changement d'utilisation des terres et des mers, surexploitation des espèces, changement climatique, pollution et espèces exogènes envahissantes ».

Il souhaite aussi que ce cadre « s'attaque aux causes profondes de cette destruction », notamment les subventions nuisibles, les investissements mal orientés, et les systèmes alimentaires non durables.

Il souhaite aussi que l'accord soutienne d'autres accords mondiaux visant à protéger notre planète – de l'Accord de Paris sur le climat aux accords sur la dégradation des terres, les forêts, les océans, les produits chimiques et la pollution.

La conférence se tient du 7 au 19 décembre à Montréal. La première partie de la COP15 s'est tenue à Kunming, en Chine, en octobre de l'année dernière. Cette deuxième partie comprend la poursuite des négociations par les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB).

La Convention a été signée pour la première fois par 150 chefs de gouvernement lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992.

Montréal est le siège du secrétariat de la CDB. Plus tôt dans la journée, le Secrétaire général a assisté à l'une des manifestations parallèles organisées par le Réseau mondial des jeunes pour la biodiversité (Global Youth Biodiversity Network) et d'autres groupes de jeunes.

Un mois après la COP 27 en Egypte : Décryptage du tourisme le plus régulier et rentable au monde

Même si finalement le bilan sur le plan touristique a été bien meilleur que celui attendu à la COP 27, elle-même, on peut se réjouir que l'Afrique ait accueilli une nouvelle fois une COP sur le climat. Elle reste le continent le plus touché par le changement climatique, bien qu'elle contribue à moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.



Dans l'optique de pallier cette grande problématique de notre siècle, les experts, activistes, scientifiques, politiques se sont réunis dans le pays de Pharaon. Ils y sont rendus non pas pour visiter les pyramides et ses œuvres d'art historiques, mais pour une question urgente et vitale.

Exceptionnellement, il s'est soucié de mettre à l'ordre du jour les priorités des pays en développement, notamment les questions examinées par les petits États insulaires il y a plus de 30 ans et jusque-là soumises à un blocus complet par les pays développés. Il s'agit du Financement des pertes et dommages. Ce sont les effets irréversibles du changement

climatique. La plupart des pays en développement n'ont pas les ressources nécessaires pour reconstruire les infrastructures, indemniser et accueillir adéquatement les personnes touchées.

Cependant, il n'est pas responsable de la crise climatique, car il a beaucoup moins de polluants que les pays du Nord comme l'Union européenne et les États-Unis. C'est donc une question de justice climatique que de demander l'aide des pays développés pour aider à reconstruire les peuples du Sud, et reconstruire des communautés dont le quotidien s'est effondré dans de bonnes conditions.

Après bien des hésitations, des progrès remarquables ont été accomplis à cette grande rencontre faite parfois de tourisme. Les pays développés ont enfin reconnu la nécessité de financer les pertes et dommages. La politique de l'autruche est terminée et l'Union européenne a même été proactive, changeant de position depuis la COP 26.

Après d'intenses négociations, notamment sur les questions d'équité, les pays développés ont finalement accepté les propositions des pays en développement. Les pays doivent maintenant définir la fonction de ce fonds, décider où trouver le financement pour le compenser et s'assurer qu'il est distribué à ceux qui en ont le plus besoin.

A Kandi, des agriculteurs et éleveurs seront formés sur le

reboisement et la régénération naturelle assistée

Dans sa démarche d'accompagner les communautés à améliorer leurs moyens de subsistance par la mise en œuvre des actions concrètes d'adaptation face aux effets des changements climatiques, le Projet Adapt-WAP compte former une vingtaine d'agriculteurs et d'éleveurs de la zone riveraine du parc W. Ce sera du 04 au 07 Octobre 2022 à Kandi.

L'objectif de cette session de formation est d'améliorer les connaissances des populations riveraines du Parc W-Bénin à se réapproprier les notions de reboisement, de la régénération naturelle assistée (RNA) et des défrichements dans les communes riveraines du Parc W-Bénin.

En provenance de Banikoara, de Karimama, de Kandi et de Malanville, les participants seront outillés pendant quatre sur les techniques de reboisement et des défrichements améliorés.

Rappelons que la zone du complexe WAP est soumise à de multiples pressions et menaces marquées par des sécheresses prolongées entraînant des mouvements pastoraux incontrôlés, des inondations menaçant la sécurité des populations et des plaines. Cette zone est également marquée par la perte de récoltes, des feux de brousse incontrôlés entraînant la dégradation et la réduction des zones forestières.

L'expansion des terres agricoles au détriment des surfaces forestières, ce qui engendre la pression sur les ressources naturelles, la perte de services écosystémiques et la baisse du potentiel de séquestration du carbone, l'ensablement des cours d'eau entraînant chaque année leur tarissement rapide.

Le Projet régional « Intégration des mesures d'adaptation au changement climatique dans la gestion concertée du complexe transfrontalier WAP » Adapt-WAP est venu à point nommé pour y remédier.

Conduit au Bénin par le Centre National de Gestion des Réserves de Faunes (CENAGREF) à travers le Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable avec l'appui technique de l'Observatoire du Sahara et du Sahel-OSS, il vise à renforcer la résilience des écosystèmes face au changement climatique et à améliorer les moyens de subsistance des populations du complexe WAP.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Entretien avec Dr Frédéric KOMBIÉNI

En marge de la journée de sensibilisation au reboisement organisée par la Compagnie du Groupe d'Installation et d'Aménagement des Sites Agricoles (GIDASA) de « La Cité Fidèle » ce samedi 18 juin 2022 à l'Université de Parakou, le Docteur Frédéric KOMBIÉNI, parrain de l'événement, a accordé une interview à Venance TOSSOUKPE du Journal Santé Environnement.



Journal Santé Environnement : Dr. Frédéric KOMBIÉNI, pouvez-vous vous présenter plus amplement à nos lecteurs ?

Dr. Frédéric KOMBIÉNI : Merci monsieur le journaliste. Je suis Frédéric KOMBIÉNI, Enseignant-Chercheur au département de Géographie et Chef département de Géographie et Aménagement du

Territoire à la FLASH à l'Université de Parakou.

Journal Santé Environnement : L'Université de Parakou vient de bénéficier d'une activité de sensibilisation et de reboisement de la part de la Compagnie GIDASA, qui a offert et mis en terre une centaine de plants pour l'Université. Une activité que vous avez parrainée. Alors, dites nous, une activité du genre était-elle nécessaire pour l'Université de Parakou ?

Dr. Frédéric KOMBIÉNI : Oui. Au regard des temps que nous traversons avec les changements climatiques, les excès de sécheresse et d'inondation, je pense qu'une activité du genre était plus que nécessaire. L'Homme doit chercher à corriger ses actions sur l'environnement. Et l'une des actions à faire pour corriger les torts que nous causons à l'environnement, c'est de replanter tout au moins les arbres que nous avons détruits par nos propres actions.

Journal Santé Environnement : Peut-on dire que cette activité est venue couvrir tous les besoins de l'Université de Parakou en matière de reboisement ? Ou bien avez-vous encore un appel à lancer aux organisations ou personnes de bonne volonté qui voudraient emboîter les pas de la Compagnie GIDASA ?

Dr. Frédéric KOMBIÉNI : Oui, nous lançons un appel à toute structure ou personne de bonne volonté qui souhaiterait nous accompagner dans ce sens. Ce n'est pas encore suffisant pour nous. C'est vrai que de loin on pense qu'il y a suffisamment d'arbres, mais on peut toujours en planter puisqu'il y a encore suffisamment d'espaces vides que nous aimerions reboiser. Et même s'il s'agit des activités de grande envergure, nous pouvons les accueillir vu que l'Université dispose de plusieurs autres sites, dont celui de Baka par exemple.

Journal Santé Environnement : Quel mot avez-vous à

l\\l\\l\\'endroit de la Compagnie GIDASA qui vous a offert et mis en terre ces plants ?

Dr. Frédéric KOMBIÉNI : La Compagnie GIDASA est un groupe de jeunes très dynamiques que je salue beaucoup. Je leur demande de ne pas relâcher, car ils sont sur le bon chemin. Ils donnent le bon exemple et j\\l\\l\\l\\'espère que d\\l\\l\\l\\'autres jeunes vont suivre leurs pas. Je leur demande également de continuer par réfléchir pour initier d\\l\\l\\l\\'autres activités, toujours dans le sens de la préservation de l\\l\\l\\l\\'environnement.

Journal Santé Environnement : Quel serait votre mot de la fin à l\\l\\l\\l\\'endroit de la communauté universitaire de Parakou, les étudiants surtout ?

Dr. Frédéric KOMBIÉNI : Le message que j\\l\\l\\l\\'ai à lancer, notamment aux étudiants, c\\l\\l\\l\\'est de leur demander de bien suivre ces arbres plantés afin que d\\l\\l\\l\\'ici à deux ou trois ans, ils puissent commencer par bénéficier de leurs ombrages. C\\l\\l\\l\\'est d\\l\\l\\l\\'ailleurs pour ça que nous avons préféré planter ces arbres à côté d\\l\\l\\l\\'un amphithéâtre. C\\l\\l\\l\\'est pour qu\\l\\l\\l\\'ils puissent rester à l\\l\\l\\l\\'ombre aux heures de pause ou à la sortie des cours. C\\l\\l\\l\\'est donc dans leur intérêt de bien suivre ces plants, et c\\l\\l\\l\\'est à cela que je les appelle.

Journal Santé Environnement : Dr. Frédéric KOMBIÉNI merci !

Dr. Frédéric KOMBIÉNI : Je vous en prie. Merci également à vous.

Préparatifs de la COP 27 en

Egypte : les ministres de l'Environnement et de l'Agriculture échangent

La ministre égyptienne de l'Environnement Yasmine Fouad et le ministre de l'Agriculture et de l'Aménagement des terres El-Sayed El-Kosayer se sont rencontrés dimanche pour discuter des préparatifs de la Conférence des Parties sur le changement climatique (COP 27), que l'Égypte accueillera à Charm el-Cheikh cette année.



Au cours de la réunion, Fouad a souligné l'étroite coopération entre les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture sur de nombreuses questions différentes, dont la plus importante est la question des nuages noirs, qui a obtenu des réalisations tangibles sur le terrain. La coopération entre les deux ministères a également été couronnée de succès au niveau de la sensibilisation des agriculteurs, car la paille de riz est désormais recyclée au lieu d'être brûlée, et elle a créé de nombreuses opportunités d'investissement pour les jeunes et ouvert un large champ de travail dans ce domaine.

En outre, Fouad a expliqué que la réunion visait à établir un cadre général d'action et de préparation pour la COP 27 avec la formation d'un groupe de travail des ministères de l'Environnement, de l'Agriculture et des Affaires étrangères.

Elle a ajouté que la réunion a couvert un certain nombre de points, à savoir discuter de la piste de négociation concernant l'agriculture, identifier les initiatives mondiales liées à l'agriculture proposées pour être lancées avant la conférence, en plus d'identifier les organisations partenaires internationales, et préparer un ensemble d'adaptations nationales projets qui ont été lancés.

Fouad a également mentionné que le ministère de l'Agriculture déterminera ses priorités à partir de la réalité de la stratégie d'agriculture durable de 2020 à 2040 pour identifier les projets les plus urgents, et ces priorités seront discutées dans un atelier qui comprend tous les ministères techniques pour discuter de toutes les propositions.

»Le programme de travail agricole inclura l'idée d'une expansion durable des zones récupérées, favorisera l'autosuffisance pour les biens stratégiques et encouragera la recherche et le développement et l'échange d'informations et de systèmes d'alerte précoce », a-t-elle déclaré.

En outre, elle a déclaré que les projets qui seront convenus dans le cadre du paquet de projets nationaux d'adaptation auront un plus grand avantage et une plus grande opportunité de financement s'il s'agit de projets d'investissement ou de projets qui incluent une coopération avec le secteur privé, surtout si ces projets incluent des domaines d'intérêt pour la plupart des pays tels que l'énergie, l'eau et la protection des côtes.

Partagé par Megan Valère S0SS0U

Source :
<https://dailynewsegypt.com/2022/01/31/environment-agriculture-ministers-discuss-cop-27-preparations/>

Désinstallation du dispositif d'extraction du sable à

Tohouè/Sème-Kpodji

Dans un récent [article](#) le Journal Santé Environnement a dénoncé un fait de crime environnemental sur le point d'être commis. En effet, il s'agissait d'un plan d'extraction illicite de sable blanc dans la forêt de Tohouè commune de Sème-Kpodji, dévoilé.



Cette alerte lancée et relayée par notre réseau d'activistes écologistes, par le quotidien [Daabaaru](#) et surtout les tractations de la **Plateforme Pro-Environnement**, vient d'aboutir heureusement alors que nos investigations remontent déjà vers les présumés auteurs, leurs réelles incitations et leur mode de fonctionnement.

Et pour cause, nous apprend notre source sur place, après qu'une délégation de l'Agence Beninoise pour l'Environnement, accompagnée d'un agent communal, des forestiers et des agents de la direction départementale du cadre de vie soit venue intervenir en faveur des populations riveraines, le dispositif d'extraction du sable a été déplacé ce vendredi 25 Février 2022.



Ce dispositif d'extraction du sable installé la veille de notre première publication est désinstallé.

Pour quel autre endroit et quel autre but ? Est ce une stratégie pour revenir en force ? Les menaces de mort et d'emprisonnement vont elles suivre ? Bien malin qui pourrait répondre à ces interrogations.



Toutefois, la veille citoyenne doit être de mise pour sauvegarder l'environnement à plus forte raison le sable, 3e ressource naturelle la plus exploitée au monde.

Megan Valère S0SS0U